

DECLARATION LIMINAIRE CHSCT du 05/10//2017

Monsieur le Président du CHSCT,

Les premières décisions du gouvernement concernant la Fonction Publique et les fonctionnaires sont dans la même logique de réduction budgétaire des précédents gouvernements :

- Gel de la valeur du point d'indice.
- Retour du jour de carence.
- Augmentation de la CSG sans véritable compensation pérenne et sans augmentation du pouvoir d'achat.

Le projet de loi de Finances 2018 confirme :

- La suppression de 1 648 emplois au Ministère des Finances (dont 1600 pour la seule DGFIP).
- La diminution des crédits de fonctionnement et d'investissement.
- Les risques graves qui pèsent sur le périmètre des missions et les implantations de services.
- La baisse drastique des promotions internes.

Au final, ce sont les droits et garanties des personnels qui sont attaqués.

Bercy n'est toujours pas considéré comme un ministère prioritaire et le projet de loi de finances pour 2018 place à nouveau les administrations économiques et financières au premier rang des sacrifiés.

Les personnels exemplaires de notre ministère dit non prioritaire continuent eux de subir des restructurations incessantes, des mobilités forcées, la réduction des moyens de fonctionnement, le blocage des promotions et la dégradation des conditions de travail.

Ces attaques incessantes contre les fonctionnaires et le Service Public doivent cesser !

C'est pour faire entendre ces profonds désaccords que toutes les organisations syndicales de la Fonction Publique (fait inédit depuis 10 ans) appellent tous les agents à la grève et aux manifestations le mardi 10 octobre 2017.

Oui à l'appel des syndicats FO-CGT-SOLIDAIRES-CFDT-UNSA-CFTC-CGC-FSU nous serons en grève le 10 octobre pour exiger :

- ➔ une véritable négociation salariale,
- ➔ l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations incessantes,
- ➔ les moyens nécessaires à l'exercice de nos missions de service public.